

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, SUD

Sirhius : nous refusons de servir de cobayes !

Dans ses vœux au personnel pour cette nouvelle année 2013, le directeur général de l'Insee affirme qu'en matière de gestion du personnel, il « *tient absolument* » à ce que « *la création du centre des ressources humaines soit un succès et que nous percevions les bénéfices de l'amélioration de la qualité de la gestion.* »

L'ensemble des agents de l'Insee ne peut que partager ce souhait d'une réelle amélioration, attendue depuis de nombreuses années : personne ne veut revivre l'épisode des « trop perçus » qui a valu à des centaines d'agents une ponction brutale sur leurs salaires en octobre et novembre 2012, sans que la direction ait jugé utile de les en informer au préalable !

Malheureusement, les dernières nouvelles relatives à la mise en place chaotique du projet Sirhius ne nous rendent pas optimistes. Bien au contraire, elles rendent plus que probable le scénario d'une détérioration brutale et durable de la gestion du personnel à l'Insee.

Les agents de l'Insee servent une fois de plus de cobayes aux expérimentations ministérielles

Le projet Sirhius s'inscrit dans un projet ministériel qui vise à terme à intégrer la gestion des ressources humaines de l'ensemble des agents des ministères économique et financier avec l'Opérateur National de Paie (ONP) via :

- le déploiement d'une application informatique, baptisée Sirhius, qui doit rassembler les différents volets de la gestion RH (gestion administrative, gestion des temps et des absences, gestion de la paie), et qui est directement renseignée par l'agent puis validée par son supérieur hiérarchique depuis leur poste de travail ;
- une réorganisation totale de la gestion des ressources humaines par centralisation de cette gestion au sein de Centres de services de ressources humaines (CSRH), avec comme corollaire la suppression de la gestion administrative de proximité dans les établissements.

Le ministère parle de « modernisation » de la gestion. En réalité, **il s'agit surtout de supprimer des emplois dans la sphère administrative, sans souci de la qualité du service effectivement rendu aux agents.**

L'objectif est également d'instaurer un nouveau mode de « management » dans lequel l'encadrant n'aurait plus comme mission d'organiser et animer le travail collectif d'une équipe, mais celle de contrôler, d'administrer et de gérer le temps de travail et les carrières individuelles des agents.

Comme pour Chorus, l'Insee a été désigné « pilote » au sein des ministères économique et financier :

- l'expérimentation des volets « gestion administrative » et « gestion des temps et absences » de Sirhius a été lancée en février 2012 dans trois établissements régionaux et une direction de la DG. Il s'agissait alors de tester le logiciel de Sirhius en double gestion avec GTA.
- une expérimentation en double gestion sur le volet « paie » a également été menée, dans ces mêmes établissements, au cours des mois d'août et septembre 2012.
- en décembre 2012, une première extension des volets « gestion administrative » et « gestion des temps et des absences » du projet Sirhius a été lancée dans 9 directions régionales supplémentaires et des services de la DG, en double gestion GTA (avec une semaine de retard du fait des difficultés techniques rencontrées).

Alors qu'aujourd'hui, aucun bilan n'est tiré des expérimentations, le calendrier initial de déploiement prévoit toujours officiellement :

- la généralisation des volets « gestion administrative » et « gestion des temps et absences » au 1^{er} février 2013 dans l'ensemble des établissements de l'Insee, et ce en gestion unique (arrêt de GTA) ;
- s'agissant du volet « paie », une phase de qualification en double gestion début 2013, pour une validation effective dès le milieu d'année ; si le test n'était pas accepté par le Service rémunération de la DRFiP Ile-de-France alors ce calendrier serait reporté d'un an.

Une expérimentation désastreuse et une gestion administrative chronophage et déshumanisée

Malheureusement, **comme pour Chorus, ce sont aujourd'hui les agents de l'Insee qui essuient les plâtres de tous les dysfonctionnements de cette expérimentation** : agents des équipes, encadrants de proximité (« valideurs »), agents des services administratifs locaux (CAR, SAR) ou nationaux (DGRH, CSRH).

Dès le départ de l'expérimentation, **nous avons dû intervenir à de nombreuses reprises pour :**

- **faire respecter la confidentialité des données** dans une application qui, à l'origine, permettait à l'encadrant d'avoir accès à de nombreuses informations personnelles des agents, données sans rapport avec son travail au quotidien ;
- **refuser l'harmonisation des règlements intérieurs** que l'administration voulait faire passer en force à l'occasion de la mise en place de Sirhius ; elle semble y avoir finalement renoncé, sans toutefois l'annoncer officiellement, et a elle renvoyé aux directeurs régionaux le soin de réexaminer le règlement intérieur de leur établissement dans le cadre de la mise en place de Sirhius.

Aujourd'hui, l'extension de décembre montre que **l'application n'est pas en mesure de supporter la montée en charge du projet** (multiplication des micro-coupures et délais de traitement insoutenables). **La direction** a dû réunir une cellule de crise et **a conclu au report de l'échéance de la généralisation, sans pour autant renoncer au déploiement de Sirhius et sans informer les chefs d'établissements (et encore moins les agents !) du nouveau calendrier prévisionnel.** Pendant ce temps, les agents des services administratifs de proximité travaillent sans relâche à la mise en route d'un projet qui est destiné à faire disparaître leurs postes !

Le mépris à l'égard des personnels de la sphère administrative est total. Ainsi, même si la direction reconnaît qu'il est peu probable que le déploiement du volet « paie » puisse se faire dans les délais initialement prévus et qu'il sera sans doute décalé d'un an, elle a décidé d'acter la suppression des sites paie d'Auvergne et de Basse-Normandie dès septembre 2013. Et pour assurer la continuité de la gestion, elle envisage de recruter à titre provisoire 4 agents supplémentaires sur le site paie de la DG... avant le transfert de leur activité au CSRH !

Le bilan de cette expérimentation est également désastreux sur le plan de l'organisation du travail et du service rendu pour l'ensemble des agents :

- **une organisation chronophage pour tout le monde** : les temps passés par les agents des équipes et par leurs valideurs à tenter de renseigner une application qui ne fonctionne pas et qui s'ajoutent à leurs missions habituelles, dans un contexte où la baisse des effectifs dans les services se fait sentir plus durement chaque jour.
- **une organisation déshumanisée** : les agents des SAR et des CAR sont dépossédés de leur travail et de leur expertise ; on leur interdit même de contacter les agents du CSRH pour aider les agents en difficulté, au motif que ces derniers doivent prendre l'habitude de se débrouiller par eux-mêmes ; quant aux agents du CSRH, ils répondent aux demandes des agents à la chaîne, via un « outil de gestion des demandes » qui exclut toute relation humaine avec les agents dont ils traitent les dossiers et ils deviennent à terme les boucs-émissaires de tous les dysfonctionnements dont est seule responsable la direction.
- **la mise en place d'un logiciel complètement obsolète** pour gérer les temps et les absences et dont l'ergonomie globale n'est pas conviviale ni pour les gestionnaires ni pour les agents eux-mêmes : où est le progrès ?

Nous avons dès le départ du projet exprimé nos désaccords avec l'organisation du travail qu'un tel dispositif entraînait. Aujourd'hui, la direction met un terme au processus d'expertise externe que nous avons demandé au sujet de la réorganisation du secrétariat général (qui inclut le projet CSRH-Sirhius) car elle refuse que nous puissions avoir le moindre droit de regard sur les réorganisations désastreuses qu'elle impose dans l'arbitraire le plus total.

Il est plus que temps que la direction écoute et respecte ses personnels !

Nous exigeons :

- **le maintien de la gestion administrative de proximité dans tous les établissements,**
- **l'arrêt immédiat du déploiement de Sirhius,**
- **l'examen d'un bilan contradictoire de l'expérimentation devant le comité technique de réseau de l'Insee, sur l'ensemble des aspects du projet (technique, organisationnel, humain, etc.),**
- **une réelle politique de santé au travail permettant aux agents d'exercer leurs missions dans des conditions de travail décentes !**

Paris, le 22 janvier 2013